

Le durcissement du dialogue social en France, la hausse du chômage, la baisse des investissements, une Europe économiquement plombée et politiquement divisée... La réalité impose des signes que gouvernants et économistes dominants refusent de prendre en compte. Pourtant, les arguments avancés sont-ils raisonnables ? Frédéric LEBARON, ancien directeur du Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique – épistémologie et sciences sociales (CURAPP-ESS) – nous apporte son analyse.

Bonne lecture de cet entretien-fleuve, riche en arguments contre les évidences austéritaires du moment...



Lumière & Force : Économie de marché, science ou idéologie ?

Frédéric Lebaron : Je déplacerais un petit peu la question : science ou idéologie, c'est un pont aux ânes... C'est un peu contre ça que la sociologie de la connaissance économique essaie de se battre : les choses sont plus complexes que cela.

Je vais référer à DURKHEIM, l'un des fondateurs de la sociologie : il nous explique que toutes les sociétés ont besoin d'idéaux. Une société ne vit pas sans projeter un idéal d'elle-même, qui a évidemment un certain décalage avec la réalité. Or, l'idée d'économie

de marché ne vient pas de nulle part : pour une part, elle vient de ses acteurs, bien sûr. Mais elle vient aussi de l'existence d'une discipline scientifique. On observe, depuis la Deuxième Guerre mondiale, une relative standardisation de l'enseignement de l'économie autour de l'apprentissage du fonctionnement du marché. On l'aborde de manière très méthodique : le consommateur, le producteur, les prix, etc.

Ce que j'essaie d'étudier, c'est le mécanisme de crédit en chaîne : crédit au sens de croyance. On fait crédit, on accorde sa croyance, sa foi à quelque chose, à quelqu'un. Et au fond, c'est la grande subtilité de la situation : on

ne peut pas contester à l'économie de marché l'existence en amont de chercheurs ou de travaux scientifiques. En revanche ce qu'on peut contester, c'est souvent le caractère scientifique des conclusions, d'un certain nombre de raccourcis explicatifs ou d'un certain nombre d'hypothèses. À partir des années 50-60 aux États-Unis avec la théorie du *public choice*¹, on applique le raisonnement fondé sur l'analyse de l'ordre marchand à la bureaucratie et au politique, avec une espèce de volonté impérialiste de rendre compte de ces phénomènes à l'aide des mêmes mécanismes qui sont les mécanismes marchands.

Le cœur du mécanisme c'est évidemment l'ajustement de prix, le prix qui varie... C'est ce qu'on appelait avant – mais on a abandonné cette terminologie un peu vieillotte – « la loi d'offre et de la demande », qui est à mon sens quelque chose de très structurant parce que l'apprentissage de l'économie, en tout cas dans l'enseignement supérieur, passe par une connaissance abstraite du mécanisme de marché ; à travers les cours de micro, de macro et même d'économétrie dans la mesure où cette dernière est vue comme quelque chose qui vient en quelque sorte asseoir la scientificité de la théorie. On a transformé les programmes d'économie, qu'on a progressivement rendus plus mathématiques, plus formalisés...

L'économie de marché, c'est l'histoire de la montée en puissance d'une discipline qui s'est détachée du droit, de la philosophie (même si elle en garde des liens) et qui s'est appropriée certains outils mathématiques, avec leur capacité à produire du symbolique, de la représentation légitime. C'est évidemment aussi une organisation, une institution qui a un fonctionnement

social dans lequel circule la croyance dans la vérité, l'excellence, la capacité à rendre compte du réel.

Au fond, c'est ce qui différencie notre condition du XIX^e siècle où l'économie politique était immédiatement et directement liée aux acteurs politiques. Elle avait émergé comme discipline, elle avait une certaine autonomie, déjà, mais elle était beaucoup moins spécialisée. On pouvait devenir économiste par la seule familiarisation avec les questions économiques : c'est beaucoup moins vrai aujourd'hui. Le titre même d'économiste tend à être concentré par les docteurs en économie qui ont suivi un certain cursus honorum et sont passés par toute une série d'étapes, au point même que l'un des grands enjeux c'est d'ailleurs la définition des frontières : qui est économiste, qui ne l'est pas.

Derrière tous ces mécanismes, il y a l'apparition d'une figure, d'un personnage social qui est celui de l'économiste moderne, celui qui est formé à l'économie scientifique, adossée aux mathématiques. On n'est pas économiste si l'on n'a pas intériorisé une certaine représentation, la capacité à produire un certain discours, aussi, de

l'ordre économique, de l'ordre social, plus largement. Et par-delà cette figure, c'est tout le système d'entreprise qui est dominé par ce régime de croyance : on ne devient plus aujourd'hui un dirigeant d'entreprise sans être formé au management et sans une certaine maîtrise du discours économique.

L&F : On peut donc considérer que la domination occidentale du libéralisme économique repose sur une espèce de « mirage » ?

FL : Clairement, mon idée c'est qu'on est devant un processus de croyance collective et que le statut éminent de l'économie a quelque chose à voir avec le remplacement de ce qui n'est plus là. L'économiste est aujourd'hui généralement un « prêcheur » qui présente l'économie de marché comme un indépassable, comme une vérité ultime : en quelque sorte, il remplace le prêtre médiéval. Finalement, le prêtre est devenu une place vide et à cette place, le savoir qui a émergé n'est pas celui qu'anticipait Auguste COMTE ; pour lui, c'était la sociologie qui allait finalement se substituer au cléricalisme religieux... C'est finalement la science économique qui a pris la place.

On voit un lien assez étroit entre le développement du capitalisme financier, le pouvoir financier et le statut de cette figure symbolique si particulière qu'est l'économiste.

Remettez en cause la scientificité de l'ordre néolibéral et c'est tout un système qui vole en éclat. Or, il est établi que les acteurs sociaux, patronaux par exemple, peuvent mobiliser des avoirs scientifiques et en quelque sorte peser sur les orientations de la recherche, au travers des financements.

Au niveau international, l'American Economic Association a beaucoup discuté de cette question déontologique de collègues économistes, qui étaient en réalité payés par des structures financières et dont une partie des travaux aboutissait à des conclusions très optimistes, alors même qu'elles étaient directement issues de demandes venant du monde de la finance.

L&F : Dans un monde de plus en plus multipolaire, n'y-a-t-il pas aujourd'hui un début de cassure dans le cadre de cette croyance ?

FL : Oui, sans doute. En 2008, je suivais de très près tous les soubresauts du consensus de WASHINGTON² :

le but avoué de l'ordre néolibéral jusqu'à cette date, c'était l'idéal de marché pur. La crise de 2007-2008 constitue l'ébranlement de la croyance dans l'efficience des marchés. On assiste à quelque chose qui ressemble au krach de 29, c'est-à-dire un craquement qui va aboutir sur autre chose.

Quand Alan GREENSPAN³ confesse qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans la théorie de marché efficient, on peut parler sans en douter d'ébranlement ! Alan GREENSPAN n'étant pas n'importe qui...

On parlait tout à l'heure de prêtres : c'est vraiment l'incarnation du pape de l'ordre néolibéral ! Il a été président de la FED⁴ pendant plusieurs décennies et c'est quelqu'un qui est adulé au moment du boom financier des années 90 pour être à l'origine, au fond, de la prospérité américaine. Le cœur de son action a résidé dans un renouvellement de la capacité des banquiers centraux : or les banquiers centraux ont une position tout à fait déterminante dans le maintien de cet ordre symbolique.

Donc il se passe quelque chose en 2007-2008 : l'un des facteurs explicatifs de tout ça c'est la peur ; c'est vraiment au

moment du krach, au moment surtout de la faillite de LEHMAN BROTHERS dans les semaines qui suivent, vraiment, la peur d'un effondrement systémique de l'économie mondiale.

L&F : Ce n'était peut-être pas aussi prégnant en France, si ? Il semble que la crise des subprimes et tout ce qui s'en est suivi a d'abord et surtout ébranlé le sol américain.

FL : Certes, la récession de 2009 est moins forte en France. L'explication donnée par les collègues de l'OFCE⁵ me semble être la bonne : c'est le modèle social français qui permet au pays de ne pas sombrer complètement. L'ensemble des mécanismes bien connus de stabilisateurs automatiques a permis d'éviter une récession trop profonde. SARKOZY lui-même gagne son élection sur un discours de rupture avec le modèle social, qui est au fond le discours classique des acteurs politiques de droite en situation de conquête du pouvoir, discours évidemment assorti d'un discours anti-impôts et d'une radicalité démagogique à l'encontre des rigidités du modèle social... C'est la même soupe qu'on

nous ressort évidemment aujourd'hui dans un contexte de précampagne. La particularité aujourd'hui, c'est que cette même soupe est servie à la fois par le parti au Gouvernement et l'opposition, ce discours de rupture et de réforme structurelle radicale. Mais SARKOZY à l'époque – et ça n'a pas duré très longtemps, c'est pour ça qu'aujourd'hui, parfois, on a envie de se pincer : est-ce qu'il a vraiment dit ça ?! – nous a dit que c'est le modèle social qui fait tenir, finalement, la situation française ! Et en gros, il suivait les recommandations du FMI (à l'époque, c'était STRAUSS-KAHN et Olivier BLANCHARD, un économiste keynésien qu'est toujours là, d'ailleurs, lui...) pour dire : la seule solution, pour éviter le chaos, c'est de laisser filer les déficits ! Ce que SARKOZY va faire, de fait.

Il me semble qu'il y a des croyances de nature conjoncturelle et des croyances de nature structurelle. Ici on a touché un peu au dur de la structure, au sens où à un moment il y a eu un peu une inversion au niveau des polarités. C'est quand SARKOZY s'est mis à dire : la dette privée c'est aussi mal que la dette publique, par exemple. On est bien

revenu depuis, hein ? Depuis 2010 en Europe, on ne parle plus des problèmes de la dette privée, il n'y a plus que le problème de la dette publique.

Mais bon : on commençait à tanguer, on a eu l'impression qu'on était devant une situation de retournement et puis c'est rapidement revenu à la « normale », et des gens qui avaient été très écoutés comme STIGLITZ⁷ sont passés à la trappe à partir de 2010 en Europe : on est revenu à des politiques d'austérité et plus largement, au modèle général du Consensus de WASHINGTON : crise financière et surtout, crise de la dette, qui va être finalement un moyen pour les acteurs politiques, économiques et financiers d'imposer un changement d'agenda et un retour à l'ordre néolibéral.

En France, c'est FITOUSSI⁸ qui a incarné la parenthèse keynésienne. Il a eu l'oreille de SARKOZY pendant un moment et il a eu l'impression qu'on allait se diriger vers des politiques plus raisonnables de relance de l'activité en appuyant très fortement sur le frein conjoncturel, dans un contexte où l'activité était atone... Pour un keynésien, la politique qui est menée depuis 2010

est une politique aberrante ; et moi ce qui m'a frappé, c'est la force de l'ordre symbolique : à partir du moment où la Banque Centrale Européenne impose à la Commission et aux acteurs politiques (Madame MERKEL, en premier lieu) un alignement derrière des positions « austéritaires » ou de retour à l'orthodoxie budgétaire, monétaire et bien sûr, au programme de réformes structurelles, tout le monde s'aligne ! Jusqu'aux partis sociaux-démocrates... Or, cet effet de réaligement ne peut s'expliquer que par la force des mécanismes de croyance, soutenue par l'autorité d'un certain nombre d'économistes qu'on va aller chercher : REINHART et ROGOFF, etc.

L&F : REINHART et ROGOFF ?

FL : REINHART et ROGOFF, ce sont deux économistes liés au Fond monétaire international, qui nous ont expliqué il y a quelques années qu'au-delà d'un certain taux, pour le rapport entre la dette publique et le PIB, un pays ne pouvait plus croître et même, connaissait un déclin ou du moins, un taux de croissance chuté avec les conséquences que ça impliquait. Alors on s'est rendu

compte d'abord qu'il y avait des biais techniques dans leur travail, des erreurs dans les fichiers Excel... Il y a eu des contre-études faites y compris par des étudiants qui montraient que ce n'était pas aussi scientifique qu'il n'y paraissait ! Et surtout, c'était au fond la problématique même du travail qui consistait à ne voir de lien causal que dans le sens dette publique vers taux de croissance et dynamique économique, comme si les mécanismes de causalité n'étaient pas beaucoup plus complexes que ça.

Mais au fond, tout au fond de cette crise démarrée en 2008, c'est la centralité des États-Unis et de la finance américaine qui sont remis en cause : la crise touche vraiment l'épicentre de l'ordre économique. Et l'épicentre, c'est vraiment la finance américaine. Et depuis, je pense qu'on n'est pas sorti de cette situation où on sent que l'hégémonie absolue qui semblait évidente et naturelle n'est plus totale.

L&F : Mais il n'existe pas de contre-champ idéologique ? La Chine, la Russie ?

FL : Aussi bien la Chine que la Russie sont des acteurs pragmatiques néolibéraux.

On ne peut pas les considérer comme représentant des alternatives idéologiques. Pour la Chine on peut discuter, elle a un modèle plus hybride et pour le coup, elle ne parle pas d'économie de marché, ni d'économie sociale de marché, mais d'économie socialiste de marché. Son système, plus hybride, a quelques zéloteurs : on trouve quelques économistes, quelques acteurs politiques aussi qui ont tendance à l'idéaliser. Mais je ne pense pas qu'il soit constitué en alternative symbolique.

L&F : Sur les 50 dernières années, vous avez beaucoup étudié la question économique, mais il y a en prolongation l'extension culturelle, l'accapuration des clercs via la domination de l'ordre économique par la langue anglaise, non ?

FL : En effet, le rôle de l'anglais, c'est pas anecdotique. C'est constitutif des rapports de force économique, parce que le monde de la finance se pense en anglais, le monde du management également. Et le monde de la science économique est archi dominé par l'anglais, aussi : devenir un grand économiste aujourd'hui, concurrent pour le Prix NOBEL, ça implique nécessairement d'être publié

dans des revues anglo-saxonnes.

L&F : Et il n'y a rien de mieux qu'un open-space pour s'en rendre compte... Certains responsables hiérarchiques passent leur temps à essayer de conceptualiser – mais sans comprendre – ce qu'ils sont en train de dire en perroquets, des mots à l'anglaise, parce qu'effectivement ils sont formés au fait que la science économique, la science d'entreprise, le management, toutes ces choses-là s'expriment en anglais.

FL : Oui, c'est un peu le syndrome du colonisé, des gens qui sont dans une espèce de sabir linguistique entre-deux, qui copient ce qu'ils anticipent être une clause acquise de succès. En France c'est très fort, ce syndrome, on sent la domination américaine...

L&F : Toute croyance requiert l'adhésion via des promesses : quelle promesse est portée par l'ordre symbolique marchand ?

FL : C'est l'optimum de PARETO⁹, par le biais duquel les marchés sont à l'équilibre, et où si on lèse quelqu'un on lèse encore plus quelqu'un d'autre : en

somme, il ne faut plus bouger parce que tout le monde est heureux, c'est le bonheur... L'économie du bonheur !

Bonheur individuel, bien sûr, mais dans ce champ de croyance, la somme des bonheurs individuels fait le bonheur collectif. Au fond, on explique aux gens que, bah, il faut souffrir parce que y'a les Chinois, y'a la globalisation : on n'est pas compétitif et donc, on déclare une nécessité d'ascétisme généralisé au nom de l'hédonisme ! C'est quand même très paradoxal comme perspective. Il me semble que l'horizon de la seule recherche de compétitivité entre en contradiction avec la quête du bonheur, pour le coup. D'autant qu'on ne nous donne jamais d'horizon temporel : accepter de ne pas revendiquer pour son salaire, pour l'amélioration de ses conditions de travail au nom du fait qu'il faut être compétitif par rapport aux économies asiatiques qui nous menacent, ça ne peut durer qu'un temps.

L&F : Mais combien de temps, justement ? Qu'est-ce qu'on peut faire ?

FL : À un moment, il faut faire le bilan

de tout ça. Ce qu'un certain nombre de chercheurs disent, c'est que le bilan est déjà permis : on a déjà assez de recul sur les effets, par exemple, des politiques d'ajustement structurel¹⁰ dans les pays en développement, on a les conséquences des politiques d'ajustement aussi – parce qu'on utilise le même mot – en Europe du Sud, on sait aussi ce que signifient les politiques de privatisation généralisée : les seuls cas où ça fonctionne, c'est dans des systèmes où l'État-Providence est déjà très développé, où préexiste tout un ensemble de mécanismes de solidarité qui compensent les effets négatifs des réformes. Mais globalement, on sait d'ores et déjà que ça ne va pas amener véritablement d'amélioration collective.

Au fond, la promesse du néolibéralisme c'est : « allez-y, souffrez, c'est pour la génération prochaine, ce sera pour vos enfants qui auront le bonheur d'être dans une économie compétitive, qui aura récupéré les parts de marché qui ont été perdues, etc. » C'est quand même un horizon assez peu exaltant, il me semble. Et c'est aussi la limite de cette croyance. À cet effet, il se passe quelque chose aux États-Unis :

on avait jusque-là le mythe du *trickle down effect*¹¹, cette théorie selon laquelle tout le monde profitait de la croissance, le revenu moyen augmentait, et que même les pauvres tiraient bénéfice de ce type de développement... Et STIGLITZ le premier, justement, a montré que non : le revenu médian ne bouge pas, la moitié de la population stagne depuis des décennies. Et d'une certaine manière, ça veut dire que le rêve américain s'effondre. La légitimité qu'octroie le fait de pouvoir dire qu'on a la science avec soi, d'une part, et de rappeler que les alternatives se sont cassé la gueule, le communisme, etc., font que la disqualification apparaît comme le second nœud de la croyance économique marchande.

Disqualification de l'action collective : puisqu'on aborde la question, on peut se permettre d'évoquer la disqualification de l'action syndicale, qui vous concerne plus particulièrement. C'est quelque chose de très intériorisé dans l'ordre néolibéral, mais son idéal est campé dans l'absence de syndicalisme ! En Europe, c'est un peu paradoxal, parce que l'économie sociale de marché ne tient justement qu'à l'existence des

acteurs sociaux. De fait, la France a une espèce de schizophrénie totale puisqu'on se réfère à un modèle allemand et en même temps, on réfute la prééminence de l'organisation syndicale, la capacité à négocier sur des bases à peu près plus équilibrées... Même s'il convient de ne pas idéaliser le système, c'est au demeurant la caractéristique fondamentale de l'économisme social allemand.

Une autre promesse de l'ordre symbolique marchand réside dans la modernité : on est du côté du nouveau, on est du côté de l'avenir. Et ça c'est très intériorisé : être ringard, être ringardisé dans notre société, c'est être disqualifié.

L&F : Ce semble assez caractéristique des entreprises du XXI^e siècle, c'est qu'on aborde plus une ère de domination de l'ordre du maternalisme, pour faire un corollaire avec le paternalisme du XIX^e siècle. Il ne s'agit pas de condamner la féminisation du patronat qui est un mouvement très sain, mais d'observer une évolution dans l'encadrement du salarié qui tend à mettre en avant

la sécurité du travailleur, au travers de stages qui ne sont plus des stages de qualification, mais qui des stages de formation à la sécurité et au « bien-être »... Une politique de mœurs d'entreprise, qui met en avant les régimes de consommation, les régimes d'habillement. Du paternalisme « gifleur », on a parfois l'impression d'être passé à un maternalisme « câlineur » : les notions brutes du lien entre salarié et employeur, le salaire, la charge de travail, le temps corrélatif, l'entretien et l'évolution de la qualification, semblent être volontairement reléguées au second plan par le management au profit d'un champ dialectique purement sociétal. En clair, le « savoir-faire » annihilé par le « savoir-être » : qu'en pensez-vous ?

FL : C'est important que vous disiez ça, parce qu'on a parlé de l'économie, on a parlé de management, mais il ne faut pas négliger la psychologisation des rapports sociaux qui est une tendance très puissante, dans la mesure où elle tend à individualiser, en poussant la responsabilisation individuelle à désocialiser ou à décollectiviser les

problèmes. Or, une grande partie des problèmes vécus les plus individuels, les plus intimes, sont évidemment des problèmes du collectif. Du collectif au sens étroit, l'atelier, les bureaux, les services, l'entreprise elle-même, l'établissement... Je pense qu'on a vraiment aujourd'hui cette tension liée au fait qu'on a du mal à construire du collectif, précisément parce que cette croyance dont on parle, elle individualise et elle détruit du collectif.

Je reviens à mon cher DURKHEIM, qui a écrit « *Le Suicide* » en 1897, en essayant de montrer que ce dernier avait des causes collectives et pas seulement des causes individuelles. C'est un livre fondateur, le premier travail de sociologie empirique ; il est encore largement valide dans ses résultats, en plus. Et c'est vrai qu'on est dans une société où la première recherche de causalité va du côté des antécédents individuels et non du côté des structures collectives, quelles qu'elles soient. Or, il y a un vrai enjeu scientifique : est-ce que la causalité n'est pas de nature sociale, collective ? Est-ce qu'elle ne réside pas dans la façon dont fonctionnent (ou dysfonctionnent) les collectifs ? Comment fonctionnent ou

dysfonctionnent les rapports d'autorité ? Si on ne se tourne pas vers les explications sociales, on perd probablement les mécanismes les plus récurrents, les plus efficaces de ces phénomènes. Et du coup, précisément on en arrive à ce que vous décrivez : on demande aux gens d'être entrepreneurs de leur sécurité et de leur santé.

En tant qu'acteurs économiques rationnels, les salariés comme leurs managers doivent intégrer ce discours à la fois moral et le discours de la science économique, ils doivent intégrer les risques et au fond, une partie des risques sont de nature individuelle : on voit très bien ça dans les travaux d'économie de la santé, où on nous explique qu'une partie des facteurs sont liés à des comportements individuels. Vous avez choisi de côté tous les mécanismes par lesquels, par exemple, des ados sont conduits à fumer. Ils ne sont pas conduits à fumer simplement par expérience individuelle ou par une série de choix...

Il y a des choix, bien sûr, mais aussi des contraintes : ils sont dans un groupe de pairs, ils sont dans un certain milieu,

ils ont des résultats scolaires qui sont ce qui sont, ils ont un rapport avec leur famille, etc.

La sociologie envisage les variables collectives, les causalités sociales avec toute leur complexité dans l'analyse, et tout de suite, ce monde idéal s'effrite : on voit à quel point il n'est pas aussi flamboyant qu'il le prétend...

L&F : Vous avez fait le lien entre la science et la croyance : est-ce que la « conversion » nous est imposée ? Est-ce que, si c'est le cas, on n'assiste pas à une forme de colonisation, on est les bons sauvages issus d'un CNR mythologique...

FL : Si beaucoup de gens croient à en la science économique et dans le management sous sa forme dominante c'est parce qu'ils ont été socialisés par la formation dès le collège, le lycée, pendant les études supérieures, à un certain type de science économique, à un certain type de management, à un certain type de critiques éventuellement aussi d'ailleurs.

En formant beaucoup de jeunes à ce

savoir du monde économique, finalement, l'un des bénéficiaires, en tout cas, pour l'ordre social, c'est de produire un certain nombre de croyants potentiels, qui ne demandaient que ça d'une certaine manière, à être convaincu par le discours managérial de l'entreprise.

L'ordre néolibéral, l'ordre symbolique marchand, c'est aussi beaucoup un ordre discursif, dans lequel on utilise certains mots, certains raisonnements, comme marqueurs qui ont effectivement tendance à éliminer ou à laisser de côté ceux qui sont restés à un langage ancien. On identifie très vite un syndicaliste, un syndicaliste de tel bord, un militant : il y a des marqueurs linguistiques, des formes de stigmatisation...

Bref, la croyance ne passe pas seulement par un phénomène de conversion, mais en premier lieu par une espèce d'imprégnation corporelle. Il ne faut pas surestimer la cohérence des croyances. Le cerveau intériorise aussi les contradictions de l'ordre social dans lequel on est.

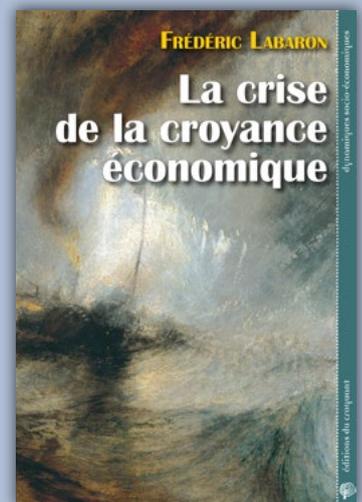
Ainsi, 2007-2008 était une période intéressante, surtout 2008 et un peu 2009 parce qu'on voyait que c'était

quand même un peu fragile.

On pouvait lire dans la presse beaucoup de discours complètement contradictoires avec ce qui avait été écrit un an avant.

La presse économique, c'est un bon indice de la doxa, l'opinion dominante, qui s'impose, cette forme de croyance un peu figée. Et là, les formules figées ne fonctionnaient plus. Les formules habituelles étaient un peu disloquées. Bon, c'est revenu dans l'ordre après. Mais on a observé à quel point on était dans un ordre symbolique qui n'était pas aussi nettement structuré qu'il tend à le faire croire. C'est un peu ce qui s'est passé, d'un point de vue opposé, dans les pays de l'Est au moment de l'effondrement du système soviétique...

À lire



La crise de la croyance
économique,
Éditions du Croquant,
coll. Dynamiques socio-
économiques,
2010, 234 p.,
EAN : 9782914968799

¹ La théorie du Public Choice ou Choix Public est un courant économique qui entend appliquer la théorie économique à la science politique.

² Le consensus de WASHINGTON est un corpus de mesures standard appliquées aux économies en difficulté face à leur dette (notamment en Amérique latine) par les institutions financières internationales siégeant à WASHINGTON (Banque mondiale et Fonds Monétaire International) et soutenues par le département du Trésor américain. (source : Wikipédia)

³ Alan GREENSPAN (né le 6 mars 1926 à NEW YORK), économiste de formation, a été le président de la Réserve fédérale, la banque centrale des États-Unis, du 11 août 1987 au 31 janvier 2006. Spécialiste de la politique monétaire intérieure des États-Unis, sa gestion du krach d'octobre 1987 et de l'inflation pendant son mandat est reconnue. Louant sa grande expérience, les médias l'ont appelé « l'économiste des économistes », ou le « Maestro », au regard de l'engouement des années 1990 pour la technologie, qu'il a favorisé. (source : Wikipédia)

⁴ La Réserve Fédérale des États-Unis.

⁵ L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (le centre de recherches économiques de Sciences Po).

⁶ Olivier Jean BLANCHARD (né le 27 décembre 1948 à Amiens) est un macroéconomiste français, spécialiste de l'économie du travail. Il est professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et depuis le 1^{er} septembre 2008, conseiller économique et directeur des études au Fonds Monétaire International. (Source : Wikipédia).

⁷ Joseph Eugene STIGLITZ est un économiste américain né le 9 février 1943. Il a reçu en 2001 le « Prix NOBEL » d'économie, pour un travail commun avec George AKERLOF et Michael SPENCE. Il est l'un des fondateurs et des représentants les plus connus du « nouveau keynésianisme ». Il a acquis sa notoriété populaire à la suite de ses violentes critiques envers le FMI et la Banque mondiale, émises peu après son départ de la Banque mondiale en 2000, alors qu'il y était économiste en chef. (source : Wikipédia)

⁸ Jean-Paul FITOUSSI, né le 19 août 1942 à LA GOULETTE (port de TUNIS) en TUNISIE, est un économiste français. Considéré comme se situant dans la mouvance du keynésianisme, Jean-Paul FITOUSSI travaille sur les théories de l'inflation, du chômage, des économies ouvertes, et sur le rôle des politiques macroéconomiques. Il critique la rigidité budgétaire et monétaire, au motif qu'elle aurait un effet négatif sur la croissance et l'emploi. Selon lui, la crise des subprimes proviendrait « d'une volonté excessive de rentabilité de la part des détenteurs de capital financier. (Source : Wikipédia)

⁹ En économie, un optimum de PARETO, nommé d'après l'économiste italien Vilfredo PARETO, est un état de la société dans lequel on ne peut pas améliorer le bien-être d'un individu sans détériorer celui d'un autre. (Source : Wikipédia)

¹⁰ Un programme d'ajustement structurel est un programme de réformes économiques que le Fonds Monétaire International ou la Banque mondiale mettent en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique. Il s'agit d'un ensemble de dispositions dont certaines agissent sur la conjoncture et d'autres sur les structures et qui résultent d'une négociation entre un pays endetté et le FMI pour modifier le fonctionnement économique du pays (le FMI conditionnant son aide à la mise en place de réformes qu'il considère pérennes). (Source : Wikipédia)

¹¹ La théorie du ruissellement (en anglais : « trickle down economics ») est une théorie économique d'inspiration libérale selon laquelle, sauf destruction ou thésaurisation (accumulation de monnaie), les revenus des individus les plus riches sont in fine réinjectés dans l'économie, soit par le biais de leur consommation, soit par celui de l'investissement (notamment via l'épargne), contribuant ainsi, directement ou indirectement, à l'activité économique générale et à l'emploi dans le reste de la société. Cette théorie est notamment avancée pour défendre l'idée que les réductions d'impôt y compris pour les hauts revenus ont un effet bénéfique pour l'économie globale. L'image utilisée est celle des cours d'eau qui ne s'accumulent pas au sommet d'une montagne, mais ruissellent vers la base. (Source : Wikipédia)